



Communiqué de presse

Max Havelaar France dévoile les résultats de la première étude
de l'Observatoire de la Rémunération Agricole Équitable

43% des agriculteurs ne dégagent pas un SMIC de leur
activité :
un angle mort de la protection des revenus en France

Paris, le 28 avril 2026 - Alors que les débats sur la Loi d'urgence agricole vont débiter et que la question du revenu n'est pas centrale dans le texte proposé par le gouvernement, une étude montre que pour près de la moitié des agriculteurs français, le SMIC reste inaccessible. Sur cette dernière décennie, il manquait en moyenne 3,3 milliards d'euros par an pour garantir un SMIC à tous les agriculteurs ; un déficit porté à 4,7 milliards d'euros par an sur les deux dernières années, un niveau inédit. Derrière ces chiffres inédits, la première édition de l'Observatoire de la rémunération agricole équitable de Max Havelaar France révèle une réalité plus profonde : l'agriculture française ne souffre pas seulement de revenus insuffisants, mais d'inégalités durables selon les filières, les territoires et la situation des foyers.

Pour la première fois, une étude ne se limite pas à décrire les revenus agricoles : elle quantifie précisément le montant nécessaire pour garantir un revenu minimum à l'ensemble des exploitations.

Les principaux chiffres de l'étude

- 4,7 milliards d'euros manquent chaque année pour garantir un SMIC à tous les agriculteurs
- 43% des agriculteurs sous le SMIC en moyenne
- 54% sous le revenu médian des salariés

« Les difficultés économiques des agriculteurs sont connues depuis longtemps. Ce que révèle cette étude est différent : elle ne se contente pas d'observer des moyennes, elle mesure concrètement ce qu'il manque pour garantir un revenu minimum à tous. A la veille des débats d'une nouvelle loi d'urgence agricole, ce changement de perspective est essentiel, car il permet enfin d'objectiver les solutions nécessaires. Agir sur le prix payé aux producteurs reste aujourd'hui le levier le plus direct pour sécuriser durablement leurs revenus » explique Jules Colombo, Responsable de l'Observatoire de la Rémunération Équitable.

Un manque structurel qui s'accélère ces deux dernières années

Selon les travaux de l'Observatoire de la rémunération agricole équitable, il fallait en moyenne **3,3 milliards d'euros** par an pour garantir un revenu équivalent au SMIC à l'ensemble des agriculteurs sur la dernière décennie. Sur les deux dernières années, la facture a explosé à **4,7 milliards** : 2023 et 2024 sont deux années records.

L'analyse sur une période plus longue démontre qu'il s'agit d'un déficit structurel, traduisant une difficulté durable à assurer une rémunération minimale dans l'ensemble des filières agricoles. Cette situation s'inscrit dans un contexte où :

- **43%** des agriculteurs se situent **sous le SMIC** en moyenne sur dix ans
- **54%** vivent **sous le revenu médian** des salariés
- **14%** des exploitations **en moyenne** enregistrent un résultat négatif selon les années



En effet, au-delà du niveau d'atteinte du SMIC, l'étude réalise une comparaison des revenus agricoles aux revenus des salariés en France : 54% des agriculteurs gagnent moins que le salarié moyen en France.

Ces résultats confirment que, pour une part importante des exploitations, **le revenu agricole seul ne permet plus d'assurer un niveau de vie stable et prévisible.**

Agir sur le prix : un levier déterminant pour sécuriser les revenus



A l'heure où les lois agricoles se succèdent, toujours centrées sur des mesures de simplification ou de dérégulation environnementales, au détriment des leviers pour sécuriser le revenu agricole, l'Observatoire interroge frontalement trois promesses souvent avancées dans le débat public : mieux payer par les prix, produire davantage, ou conquérir des débouchés à l'export.

Ainsi les travaux ont étudié de manière rigoureuse les corrélations entre revenus agricoles et plusieurs variables économiques majeures : l'évolution du niveau des prix agricoles, l'évolution des volumes produits en moyenne en France et l'évolution des flux commerciaux (importations et exportations).

Ces analyses, conduites sur une période pouvant atteindre **30 ans selon les filières**, montrent un résultat constant : l'évolution des revenus agricoles est fortement corrélée au niveau des prix, alors que pour les volumes produits ou les échanges commerciaux les corrélations ne sont pas significatives.

Autrement dit, **l'augmentation des volumes produits ou exportés ne garantit pas forcément une amélioration des revenus**, alors qu'une hausse du prix payé aux producteurs se traduit généralement par une amélioration des revenus.

*« Ces résultats confirment que **l'action sur le prix constitue aujourd'hui le levier économique le plus efficace pour sécuriser durablement la rémunération des agriculteurs, notamment dans le cadre de démarches fondées sur un prix minimum garanti, comme celles mises en œuvre dans les filières de commerce équitable** », assure Blaise Desbordes.*

Une précarité structurelle et persistante

En France, **la précarité des agriculteurs ne semble épargner ni les territoires, ni les filières, ni les cycles économiques.** Les revenus demeurent généralement faibles, s'inscrivant dans une fragilité chronique qui dépasse largement le cadre des aléas climatiques ou conjoncturels. Cette situation révèle un véritable blocage de l'ascenseur social : les exploitations déjà fragilisées s'enlisent dans une pauvreté dont il est de plus en plus difficile de s'extraire.

Contrairement à une idée reçue, le secteur agricole ne fonctionne pas selon une logique de vases communicants où les "bonnes années" viendraient éponger les pertes des mauvaises. Les données statistiques mettent en lumière que la probabilité pour un agriculteur en difficulté de demeurer dans cette impasse les années suivantes est élevée.

Une instabilité durable des revenus

Au-delà du niveau de revenu, l'étude met en évidence **une instabilité durable**, souvent moins visible dans les analyses traditionnelles.

D'une année sur l'autre :

- La part des agriculteurs dont les revenus sont inférieurs au SMIC varie en moyenne de 7,3 points.
- Même lors des années les plus favorables, 1 agriculteur sur 3 **restent sous le SMIC.**
- **14% des exploitations en moyenne enregistrent un résultat négatif.**

Cette volatilité fragilise la capacité des exploitations à investir, à se projeter et à sécuriser leur activité dans la durée.

Certaines filières structurellement plus fragiles que d'autres

Toutes les filières agricoles ne sont pas confrontées aux mêmes niveaux de fragilité économique. L'étude met en évidence des écarts très marqués selon les productions agricoles.

Parmi les filières avec le plus de précarité :

- 53% des exploitants en céréales, légumineuses et oléagineux vivent sous le SMIC, en moyenne
- 52% dans la filière bovin viande
- 51% dans les filières ovines et caprines

D'autres productions présentent également des niveaux de fragilité élevés :

- 44% dans les cultures de légumes
- 50% dans les filières fruitières
- 40% dans l'horticulture

À l'inverse, certaines filières apparaissent globalement plus résilientes, notamment :

- la viticulture avec 38% sous le SMIC
- autres grandes cultures (pommes de terre, betteraves, etc) autour de 34%

Ces écarts confirment que la fragilité économique agricole dépend fortement du type de production, certaines filières étant structurellement plus exposées que d'autres.

Une agriculture à plusieurs vitesses selon les territoires

L'étude met en évidence des écarts importants selon les régions, révélant une agriculture française profondément contrastée.

Dans certaines régions, plus d'un agriculteur sur deux vit avec un revenu inférieur au SMIC, notamment :

- en Occitanie (57 %)
- en Nouvelle-Aquitaine (51 %)
- en Corse (51 %), territoire classé en situation critique

Certaines régions fortement agricoles sont également durablement exposées : Auvergne-Rhône-Alpes compte 47% d'agriculteurs sous le SMIC, soit plus de 21 560 exploitants concernés.

À l'inverse, certaines régions présentent des situations plus stabilisées : la Bretagne affiche 31 % d'agriculteurs sous le SMIC, soit 12 points de moins que la moyenne nationale



Le niveau de vie des agriculteurs repose également sur des ressources non-agricoles.

L'analyse des revenus issus de l'agriculture est la condition pour apprécier si l'agriculture constitue, en elle-même, une activité économiquement viable et justement rémunérée. Pour autant, l'étude rappelle que la situation budgétaire finale d'une personne, donc des agriculteurs, dépend des différentes ressources obtenues à l'échelle du ménage, parmi lesquelles les revenus de l'activité agricole sont l'une des composantes. La pluriactivité, l'emploi du conjoint ou les transferts sociaux constituent ainsi des leviers essentiels pour relever le niveau de vie monétaire des exploitants agricoles :

- Les agriculteurs ayant un conjoint qui exerce une activité non agricole ont des niveaux de vie en moyenne plus élevés de +14,6% par rapport aux agriculteurs qui n'ont pas de conjoint.
- Les agriculteurs pluriactifs ont des niveaux de vie en moyenne plus élevés que les agriculteurs mono actifs : + 19,5%

Méthodologie

L'Observatoire de la Rémunération Agricole Équitable s'appuie sur l'analyse **des micro données issues du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA)** sur la période **2015–2024**, couvrant plusieurs centaines de milliers d'exploitations agricoles françaises.

Elle combine des données économiques individuelles avec des simulations permettant d'estimer les montants nécessaires pour garantir un revenu équivalent au SMIC. L'étude intègre également des analyses différenciées par filière, par région et selon la structure des foyers agricoles. Ces travaux permettent d'aller au-delà des moyennes statistiques et de mesurer concrètement les écarts économiques au sein de la profession agricole.

À propos de l'association Max Havelaar France

L'ONG Max Havelaar France, membre fondateur du mouvement international Fairtrade/Max Havelaar, agit pour un commerce équitable, respectueux des droits humains et de l'environnement. Avec le label Fairtrade/Max Havelaar, elle mobilise les entreprises, les consommateurs et les pouvoirs publics afin de transformer les pratiques et de soutenir les producteurs et travailleurs défavorisés. Elle sensibilise l'opinion publique et milite en faveur d'une économie mondiale éthique et responsable.

Plus d'informations sur www.maxhavelaarfrance.org

.....

CONTACTS PRESSE

Agence Etycom | Aelya NOIRET | 06 52 03 13 47 | a.noiret@etycom.fr

SOUS EMBARGO